

Les mécomptes de la politique énergétique allemande

Une loi de 2002 décidée par l'alliance SPD et Verts, actait la fin progressive de la production d'électricité à base nucléaire. Les 17 réacteurs allemands fournissaient alors environ un tiers de la production d'électricité. Le mouvement s'est accéléré après l'accident de Fukushima sous l'impulsion de la chancelière Merkel (2011) et enfin, les 3 derniers réacteurs en activité ont été arrêtés en avril 2023.

En 2020 le Parlement adopte une loi portant sur la fin de la production d'électricité à partir de houille et lignite à l'horizon 2038. En 2018 le charbon représentait 38% de la production d'électricité, en 2024 ce chiffre est tombé à 21%.

La fin de la production d'électricité à base charbon a été envisagée à 2030 pour autant la baisse des livraisons de gaz russe a repoussé cette option, certaines centrales charbon ont même été remises en activité.

D'ici 2030, l'Allemagne vise à produire 80% de son électricité avec des énergies renouvelables (éoliennes terrestres et maritimes, panneaux photovoltaïques, 56% de la production en 2024). Mais l'Allemagne envisage aussi de construire des centrales électriques fonctionnant au gaz naturel (une quarantaine de centrales) pour faire face aux intermittences du vent. Afin de « verdir » ce projet nécessaire, les entreprises impliquées ont expliqué que leurs turbines seraient « hydrogène compatible » en vue de diminuer à terme la teneur en gaz naturel de la production d'électricité (et par suite les émissions de gaz à effet de serre). Une première turbine 100% hydrogène a été testée positivement fin 2023 (sur une turbine Siemens reconfigurée).

L'actuel gouvernement de coalition allemand prévoit dans sa feuille de route le développement d'une économie de l'hydrogène.

Si la perspective d'une production d'électricité sans émissions de gaz à effet de serre en Allemagne demeure plausible à terme, il est à noter que pour obtenir de l'hydrogène, il faut produire de l'électricité localement (électrolyse) ou en importer comme certains experts outre-Rhin l'envisageaient encore dernièrement.

Le patronat allemand craint le renchérissement de l'énergie qui pourrait dégrader les comptes de ses entreprises. Du côté français, il est de bon ton de décrire avec commisération la politique énergétique allemande en oubliant d'une part, que l'électricité a toujours été plus onéreuse en Allemagne, en particulier du fait d'une organisation très décentralisée de la production et de la fourniture d'énergie outre-Rhin, mais que d'autre part, cela n'a pas vraiment handicapé l'industrie allemande face à la française qui se liquéfiait. Par ailleurs, le plan de développement nucléaire en France n'est pas plus convaincant aussi bien d'un point de vue industriel que financier que le programme énergétique allemand.

Il faut également noter ceci : jusqu'ici, les industriels allemands gros consommateurs d'électricité se sont vus réservés un traitement de faveur fiscal en ce qui concerne l'énergie électricité (en particulier les taxes prélevées pour financer le « tournant énergétique »). Dans le cadre du débat actuel au Parlement allemand au sujet de la politique énergétique, il n'est pas étonnant qu'ils expriment leurs craintes de perdre quelques avantages... au nom, bien sûr, de l'intérêt supérieur de la Nation !